Burundi : un référendum à huis clos

Jeune Afrique,Â 16 mai 2018 Le Burundi a rendez-vous avec les urnes pour un rÃ©fÃ©rendum constitutionnel, jeudi 17 mai. Un vote qui se dÃ©roulera sans aucun observateur international puisque, selon la Commission Ã©lectorale, aucune mission d'observation nâ€™a sollicitÃ© dâ€™accrÃ©ditation.

Jeudi, aprÃ¨s uneÂ campagne menÃ©e dans un contexte tendueÂ et entachÃ©e dâ€™Ã©pisodes de violence meurtriÃ¨re, les Ã©lecteurs burundais sont appelÃ©s Ã se prononcer sur le projet dâ€™amendement de la Constitution de 2005 lors dâ€™un rÃ©fÃ©rendum critiquÃ© par lâ€™opposition et la communautÃ© internationale. Aucune mission dâ€™observation nâ€™a Ã©t les diffÃ©rentes institutions internationales ne souhaitant pas cautionner le processus de rÃ©vision du texte fondamental. RÃ©sultat, le rÃ©fÃ©rendum burundais, qui devrait sans surprise voir le Â«Â ouiÂ Â» lâ€™emporter, se dÃ©roulera Ã huis clos raison de circonstances imprÃ©vues, lâ€™EAC [CommunautÃ© dâ€™Afrique de lâ€™Est, East African Community en anglais, nâ€™enverra pas de mission dâ€™observation au rÃ©fÃ©rendum du 17 mai au Burundi. Nous souhaitons au gouvernement et Burundi un rÃ©fÃ©rendum pacifiqueÂ Â», dÃ©clare Ã Â Jeune AfriqueÂ Richard Owora, chargÃ© de la communication et affaire publiques au sein de lâ€™EAC. DÃ©sapprobation de lâ€™UA Ã lâ€™ONU En fÃ©vrier dernier, Moussa Faki Mahamat, prÃ©s Commission de lâ€™Union africaine, dÃ©clarait dÃ©jÃ sur la chaÃ®ne allemandeÂ Deutsche Welle, que Â«Â le dossier [burun est entre les mains de la communautÃ© est-africaineÂ Â», et que Â«Â jusquâ€™Ã ce que les choses soient claires, lâ€™UA nâ mÃªme dâ€™envoyer des observateurs si les rÃ¨gles ne sont pas connues dâ€™avanceÂ Â». Une position clarifiÃ©e par le prÃ de la Commission de lâ€™UA dans sa lettre du 9 mai adressÃ©e au prÃ©sident ougandais Yoweri Museveni, mÃ©diateur dans conflit burundais.Â AprÃ¨s avoir vivement critiquÃ© la tenue du rÃ©fÃ©rendum du 17 mai, Moussa Faki Mahamat y enjoint le prÃ©sident Museveni dâ€™agir Â« pour faire face Ã la situation Â». Une posture dÃ©jÃ adoptÃ©e en 2015, lors de la prÃ©sid lâ€™Union africaine avait alors dÃ©jÃ refusÃ© dâ€™envoyer une mission dâ€™observation, marquant ainsi sa dÃ©sapprobati scrutin qui avait permis Ã Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat considÃ©rÃ© comme inconstitutionnel. Â«Â Nous avons Ã©chouÃ© Ã faire temporiser le pouvoir burundaisÂ Â» MÃªme son de cloche au niveau de lâ€™Union europÃ©enne, d cheffe de la diplomatie, Federica Mogherini, a dÃ©noncÃ© le 8 mai le Â«Â climat dâ€™intimidation et de rÃ©pressionÂ Â» qui r au Burundi. Â«Â Jouer le rÃ´le dâ€™observateur implique beaucoup de travail en amont, pour Ã©valuer le contexte, qui nâ€™a pu Ãªtre menÃ©Â Â», explique un diplomate europÃ©en joint parÂ JAÂ qui prÃ©cise que câ€™est Ã lâ€™initiative du pays qui vote dâ€™accepter la prÃ©sence dâ€™observateurs internationaux. Â«Â On a vite compris quâ€™il nâ€™y avait pas cette volo des autoritÃ©s burundaises pour ce rÃ©fÃ©rendum.Â Â» Les Nations unies ne feront pas lâ€™exception et nâ€™enverront pas mission dâ€™observation.Â Michel Kafando, envoyÃ© spÃ©cial des Nations unies pour le Burundi, Ã©tait chargÃ© de soutenir mÃ©diation entre le pouvoir et lâ€™opposition, Ã Arusha. ContactÃ© parÂ Jeune Afrique, il affirme que Â«Â tout a Ã©tÃ© fait p le projet qui allait Ãªtre soumis au rÃ©fÃ©rendum fasse lâ€™objet dâ€™un consensus au sein de la classe politique burundaise nous avons Ã©chouÃ© Ã faire temporiser le pouvoir burundais. Nous attendons maintenant de voir comment le vote va se dÃ©rouler.Â Â» Par Armel Gilbert Bukeyeneza et Romain Gras

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});